

Recherches sociographiques



Daniel LATOUCHE, Guy LORD et Jean-Guy VAILLANCOURT, *Le processus électoral au Québec*

André Blais

Volume 17, Number 3, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055732ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055732ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Blais, A. (1976). Review of [Daniel LATOUCHE, Guy LORD et Jean-Guy VAILLANCOURT, *Le processus électoral au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 17(3), 408–411. <https://doi.org/10.7202/055732ar>

Il y a peu d'années, on pouvait déplorer la rareté des ouvrages de science politique au Québec. La situation a bien changé depuis, grâce à un bon nombre de thèses et grâce aussi à des recueils comme celui qui a été publié sous la direction de Réjean Pelletier.

Jean-Charles BONENFANT

*Faculté de droit,
Université Laval.*

Daniel LATOUCHE, Guy LORD et Jean-Guy VAILLANCOURT, (éds), *Le Processus électoral au Québec*, Montréal, HMH, 1976.

Le livre, publié malheureusement trop tardivement, porte sur les élections de 1970 et de 1973. Comme il s'agit d'un recueil d'articles assez peu intégrés les uns aux autres, je vais les commenter chacun séparément dans l'ordre où ils nous sont présentés. Les trois premiers articles traitent des efforts d'organisation et de propagande des partis politiques. Le premier est une étude très serrée de la lutte électorale dans trois circonscriptions francophones de l'île de Montréal en 1970. L'équipe de recherche a suivi de très près la campagne dans ces trois circonscriptions, a mené plusieurs entrevues, consulté les journaux, assisté à des assemblées, etc. Tout cela nous donne droit à une analyse vivante et précise de la campagne dans ces trois circonscriptions. Les conclusions qu'en tirent les auteurs ne sont guère spectaculaires. Ils font surtout ressortir le rôle secondaire des organisations locales dans la sélection des candidats et dans la détermination des stratégies électorales. Ces conclusions ont cependant le grand mérite d'être bien étayées. La principale critique que l'on pourrait adresser à cette étude a trait au choix des trois circonscriptions retenues (Laurier, Ahuntsic et Saint-Jacques). Les deux premières, tout particulièrement, étaient fort spéciales, les deux têtes d'affiches du Parti Québécois s'y présentant. Il apparaît à peu près impossible de généraliser au-delà de ces circonscriptions.

Le chapitre 2, quant à lui, nous livre les résultats d'entrevues effectuées auprès de quatre-vingt-quinze organisateurs de la région métropolitaine en 1973. Les entrevues ont été effectuées par des étudiants dans le cadre d'un cours de méthodologie. Il est permis de douter de la qualité des informations recueillies par des interviewers probablement inexpérimentés. On ne nous présente d'ailleurs pas d'exemplaire du questionnaire utilisé. Il est de plus étrange que parmi les « trente districts électoraux de la région métropolitaine » on retrouve celui de Drummond ! Finalement, on ne nous apprend rien sur ce que *font* les organisateurs pendant une campagne puisqu'on leur a plutôt demandé ce qu'ils *pensent* qu'il est préférable de faire pour remporter une élection. En somme, un article bien maigre. Certaines observations sur les caractéristiques socio-économiques et les antécédents politiques des organisateurs sont cependant intéressantes.

Au chapitre 3, Jacques Benjamin analyse les techniques de *marketing* utilisées par les différents partis politiques québécois. Il démontre fort bien jusqu'à quel point toute la stratégie électorale des partis s'inspire de ces nouvelles techniques de *marketing*. Il est regrettable que l'auteur ne nous ait pas révélé ses sources d'information. Les références à des sources québécoises sont presque complètement absentes.

On passe ensuite, aux chapitres 4 et 5, à deux analyses de contenu. Pierre Lamothe et Jean Desjardins se penchent sur la couverture que les journaux de Montréal ont accordée aux différents partis en avril 1970. Ils concluent que « . . . la presse quotidienne de Montréal est intervenue . . . en orientant une partie des reportages électoraux dans un sens favorable ou défavorable à des organisations partisans dans le but d'influencer l'électorat dans un sens ou dans l'autre » (p. 122-123). En fait la thèse n'est pas très solide. Les journaux sont peut-être

biaisés mais rien n'autorise les deux auteurs à conclure qu'ils le sont *consciemment* et dans le but d'influencer les électeurs. D'ailleurs ces « biais » demeurent insuffisamment démontrés. L'orientation d'un article est une variable extrêmement difficile à mesurer. Comme les auteurs ne semblent pas avoir effectué de test de fidélité on ne peut écarter l'hypothèse que leur propre analyse ait été biaisée.

Au chapitre suivant Daniel Latouche démontre clairement que « les programmes des quatre partis à l'élection de 1973 possédaient un haut degré de similitude » (p. 149). La révélation n'a rien d'extraordinaire, mais elle est bien appuyée. Le seul défaut de Latouche est de complexifier inutilement l'analyse. Prenons un exemple. Il ressort que le pourcentage de propositions que chacun des partis accorde à différents thèmes varie très peu. Latouche va plus loin et présente des coefficients de corrélation entre les partis quant à l'importance accordée à chaque thème. La démarche est inappropriée puisqu'il se trouve à transformer ses catégories en unités d'analyse et que de toute façon le nombre de cas (dix) est trop limité pour permettre de calculer des coefficients de corrélation. Le comble de la surconsommation quantitative est atteint lorsque, à partir de différences minimales entre ces coefficients, (ils varient entre .76 et .88), Latouche dégage une « opposition binaire entre d'une part le P.Q. et le C.S. et, d'autre part, le P.L.Q. et l'U.N. » (p. 136).

La deuxième section de l'ouvrage contient quatre articles sur le comportement électoral des Québécois. Les deux premiers sont basés sur des analyses écologiques et les deux derniers sur des sondages. André Bernard s'intéresse à l'abstentionnisme dans les circonscriptions anglophones. Il constate que cet abstentionnisme est particulièrement élevé aux élections provinciales (par rapport aux élections fédérales), sauf lorsqu'un tiers-parti nationaliste se présente. La thèse est juste même si elle devrait être nuancée : elle ne se vérifie que pour les circonscriptions de l'île de Montréal. Ce qui est frustrant, c'est que la démonstration n'est pas systématique. L'auteur ne présente pas de données complètes pour l'élection de 1966. Certaines affirmations sont gratuites, en particulier celle selon laquelle la présence d'un parti nationaliste pourrait inciter d'autres électeurs à s'abstenir. En 1939, par exemple, le taux de participation a peut-être baissé « partout où se présentait un candidat sérieux de l'Action Libérale Nationale » (p. 161). Ce qu'il faudrait démontrer — et ce que Bernard n'a pas fait — c'est que cette chute y a été plus prononcée qu'ailleurs dans la province.

Jacques Léveillé, quant à lui, se penche sur les résultats électoraux dans les localités agricoles au Québec de 1956 à 1970. Léveillé s'attaque à deux hypothèses qui sont souvent avancées à propos du vote rural. La première stipule que le milieu agricole a toujours eu tendance à appuyer l'Union Nationale; la seconde suppose au contraire qu'il a tendance à voter systématiquement contre le gouvernement sortant. Léveillé soutient que ni l'une ni l'autre hypothèse n'est valide. Pour ce qui est de la deuxième hypothèse, il a certainement raison : ses données sont très claires là-dessus. La première hypothèse (celle de l'appui à l'Union Nationale) demeure plus plausible que ne le prétend Léveillé. C'est qu'il n'identifie comme cas confirmant l'hypothèse que les circonscriptions où le vote agricole tranche de plus de 5% sur celui de la circonscription. Ce critère de 5% est peut-être trop exigeant. Mais surtout il aurait fallu exclure du deuxième groupe les localités agricoles et comparer le vote agricole à celui du *reste* de la circonscription.

Suivent deux analyses basées sur des sondages. La première porte sur un échantillon représentatif de la région de Montréal en 1970. Serge Carlos et Daniel Latouche soutiennent d'abord que « les facteurs d'ordre idéologique (comme le nationalisme) expliquent mieux la percée du P.Q. que les facteurs d'ordre socio-économique » (p. 210). La principale difficulté ici c'est que la question est mal posée. On peut en effet supposer que l'idéologie ne tombe pas du ciel et qu'elle est influencée par des variables socio-économiques. Si on admet qu'on a un processus causal séquentiel (Variables socio-économiques → Idéologie → Vote), il ne saurait être question de comparer l'impact de la variable antécédente à celui de la variable intermédiaire, ce dernier im-

pact constituant en même temps l'influence indirecte de la variable indépendante. L'erreur logique comise ici correspond exactement à celle identifiée par Carlos, dans un autre article, à propos des analyses de la carte électorale qui est elle-même déterminée par le mode de scrutin. Il est évidemment plus facile de déceler les erreurs des autres !

Carlos et Latouche ont par ailleurs le mérite de montrer que la clientèle péquiste est beaucoup plus hétérogène qu'on ne l'avait prétendu jusqu'ici. Il est cependant regrettable que les auteurs n'aient pas effectué certains contrôles. On peut penser, par exemple, que certaines relations intéressantes auraient pu émerger s'ils avaient distingué les électeurs francophones des électeurs anglophones.

Mais c'est sur l'orientation nationaliste des électeurs péquistes que s'attardent le plus longuement Carlos et Latouche. Sur ce point, ils tirent deux conclusions principales. Premièrement l'appui au P.Q. est clairement relié à des attitudes nationalistes. Deuxièmement, l'indépendance et le fédéralisme ne sont pas conçus comme des options nécessairement contradictoires. Les deux conclusions sont bien étayées; la deuxième, tout particulièrement, constitue une contribution importante à notre compréhension de l'électeur québécois. Carlos et Latouche poussent encore plus loin l'analyse, avec moins de succès toutefois. Ils tentent par exemple d'identifier les conditions suffisantes et nécessaires de l'appui au P.Q., ce que ne leur permet pas la grossièreté de leurs indicateurs. Ils se lancent aussi dans des avancés fort douteux sur la stabilité des attitudes nationalistes, en se fondant sur les réponses à quelques questions à un moment précis dans le temps.

Le deuxième article, pour les besoins duquel Édouard Cloutier s'est joint à Carlos et Latouche, porte sur l'élection de 1973. Cet article reprend évidemment certains des thèmes du précédent. J'ai trouvé particulièrement intéressante la façon avec laquelle les auteurs résument les multiples combats de l'élection. Ils font ressortir que c'est entre la clientèle libérale et la clientèle créditiste que se manifeste essentiellement l'opposition économique. Le choix entre le Parti Libéral et le Parti Québécois, quant à lui, « . . . relève de l'acceptation psychologique plus ou moins grande du risque d'une nouvelle orientation politique » (p. 218). Certaines lacunes sérieuses subsistent toutefois. Il y a peu de contrôle, surtout au niveau des variables socio-économiques. On dichotomise les variables beaucoup trop rapidement. Dans les différents tableaux, le nombre d'individus auquel réfèrent les pourcentages n'est pas indiqué : le fait que 30% des anglophones à faible revenu et « col bleu » aient eu l'intention de voter pour le P.Q. peut être significatif ou non dépendamment du nombre de ces individus.

Au niveau de la relation entre l'option constitutionnelle et le vote, les auteurs reprennent et précisent les thèmes du chapitre précédent. Un nouveau point intéressant apparaît « . . . l'adéquation entre les deux termes est plus grande à Montréal que dans le reste de la province » (p. 231). Une question est cependant escamotée dans tout cela. N'est-il pas possible que les Québécois se forment une option constitutionnelle en fonction de leur choix électoral plutôt que de voter en fonction de leur position constitutionnelle ? Si tel était le cas — et les auteurs ne tiennent pas compte de cette possibilité — on ne pourrait plus parler du nationalisme comme étant un des déterminants du vote.

Dans le premier article de la dernière section, Serge Carlos démontre que c'est le mode de scrutin et non la carte électorale qui est le grand responsable des distorsions entre les voix qu'obtient un parti et les sièges qu'il remporte. Carlos soutient d'abord que la carte électorale dépend elle-même du mode de scrutin et que l'effet de la carte électorale correspond donc à l'effet indirect du mode de scrutin. Ceci fait, il entreprend de construire une formule mathématique qui a pour objet d'isoler l'effet de la carte électorale. L'application de la formule — qui apparaît ingénieuse et logique même si elle est mal expliquée — confirme que l'impact de la carte électorale est limité.

C'est de loin l'article le plus important de l'ouvrage. Carlos détruit certains mythes beaucoup trop répandus au Québec au sujet de la carte électorale. Il a mis au point une formule

extrêmement intéressante, qui pourrait être utilisée dans plusieurs autres contextes. Malheureusement, Carlos ne semble pas trop préoccupé de ce que le lecteur puisse comprendre ce qu'il fait : la démonstration de la formule est escamotée à la fin.

Pour terminer, Daniel Latouche réfléchit sur l'avenir du Parti Québécois. Dans le contexte actuel, cette réflexion apparaît évidemment très académique. De toute façon les postulats sous-jacents à cette réflexion sont fort discutables. Latouche ne considère que les positions constitutionnelles des électeurs. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il simplifie énormément la réalité en supposant que c'était *le* facteur qui déterminait les chances de succès du P.Q. De plus il n'est aucunement justifié de catégoriser les électeurs en fédéralistes (ou indépendantistes) inconditionnels, stables et instables à partir de leurs réponses à seulement deux questions. Finalement Latouche ne prend pas en considération les changements démographiques qui ne pouvaient que favoriser le P.Q.

Que conclure de tout cela ? Si vous êtes à la recherche d'une interprétation globale du phénomène électoral, c'est un livre à ne pas lire. Les études sont très parcellaires. Ne vous fiez surtout pas aux belles perspectives qu'on nous fait miroiter dans l'introduction : celle-ci est déphasée par rapport au reste de l'ouvrage. Si au contraire votre objectif est tout simplement de comprendre un peu mieux ce qui s'est passé aux élections de 1970 et de 1973 au Québec, le livre peut vous être utile. Il contient plusieurs observations intéressantes. Plusieurs approches et techniques de recherche y sont exploitées, ce qui donne un éclairage plus complet sur ces élections. L'ouvrage accorde autant d'attention au comportement des organisations partisanes qu'à celui de l'électeur. Plusieurs articles nous amènent aussi à remettre en question les interprétations trop simplistes qui sont parfois avancées à propos de ces élections : il est utile de se faire rappeler que certains Québécois se disent en faveur et de l'indépendance et du fédéralisme.

Toutes ces qualités ne doivent pas cependant nous faire oublier les lacunes de l'ouvrage. La principale se situe nettement au niveau de l'analyse qui manque souvent de rigueur et de profondeur. On a l'impression que dans plusieurs cas les auteurs ont dû mettre beaucoup d'énergie à faire la cueillette des données, en bonne partie parce qu'ils disposaient de fonds de recherche insuffisants et qu'ils se sont ensuite contentés d'une analyse assez moche. En sociologie électorale tout au moins, les politicologues québécois auraient peut-être intérêt à ramasser un peu moins de données et à les analyser de façon un peu plus systématique.

André BLAIS

*Département de science politique,
Université de Montréal.*

Bernard DENAULT et Benoît LÉVESQUE, *Éléments pour une sociologie des communautés religieuses au Québec*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal/Université de Sherbrooke, 1975, 220 p.

Il est à peine nécessaire d'insister fortement sur l'importance des travaux que nos collègues de Sherbrooke publient dans cet ouvrage. Pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du Québec, aux cheminements de son développement socio-culturel, des recherches sur le monde des religieux et des religieuses de la Province ne peuvent passer inaperçues. Quelles que soient nos positions idéologiques ou autres, il est un fait incontestable : les communautés religieuses ont joué au Québec un rôle que l'on ne peut ignorer. Ce rôle présente, de fait, un double aspect selon les références à des périodes historiques bien précises. Pendant un siècle environ, soit des années 1860-1950 environ, les communautés religieuses ont contribué à façonner le visage du Québec. C'est l'époque où, à tort ou à raison, elles ont eu la main-mise sur les grands secteurs de notre vie sociale : enseignement, hospitalisation, bien-être social, etc. Puis les changements